

Gestion de la Dette publique et Stabilité Monétaire en République Démocratique du Congo (RDC)

Public debt Management and Monetary Stability in Democratic Republic of the Congo (DRC)

NGULIMBA YA MUTWIMA Sylvain
Chercheur
République Démocratique du Congo

MASANGU KASONGO Christian
Assistant - chercheur
Université de Kolwezi
République Démocratique du Congo

Date de soumission : 04/12/2024

Date d'acceptation : 05/01/2025

Pour citer cet article :

NGULIMBA YA MUTWIMA. S. & MASANGU KASONGO. C. (2025) « Gestion de la dette publique et stabilité monétaire en RDC », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 1 » pp : 458-477.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'article essaie avec une approche claire et intelligible d'étudier et mettre en lumière l'impact de la dette publique sur les indicateurs de la stabilité monétaire en République Démocratique du Congo (RDC) notamment par le biais du taux d'inflation et le taux de change, Et pour évaluer cet impact, ce travail a fait recours à l'approche quantitative notamment par la régression linéaire simple une à une. Ainsi, après application de notre méthodologie sur les données de l'économie congolaise dans la période de 2005-2022, les résultats de l'étude démontrent que toute chose restant égal par ailleurs la dette publique influence négativement sur la stabilité du niveau général de prix, ce qui signifie que l'accroissement de la dette publique entraîne des pressions inflationnistes. Par contre l'impact de la dette publique sur le taux de change est positif, ce qui se traduit par une appréciation du taux de change suite à l'augmentation de la dette publique, avec des effets d'entraînement sur l'appréciation de la monnaie nationale notamment le franc congolais. Ce résultat positif est possible suite à une bonne gouvernance de la dette publique.

Mots clés : Gestion ; Dette publique ; Stabilité économique ; Stabilité monétaire ; RD Congo.

Abstract

The article attempts to study highlights the impact of public debt on monetary stability indicators in the Democratic Republic of Congo (DRC), particularly through inflation rate and exchange rates. To assess this impact, the study uses a quantitative approach, specifically simple linear regression. After applying this methodology to the economic data of the Democratic Republic of Congo from 2005 to 2022, the results show that, all else being equal, public debt negatively affects the stability of the general price level. This means that any increase in public debt leads to inflationary pressures. On the other hand, the impact of public debt on the exchange rate is positive, indicating an appreciation of the exchange rate following an increase in public debt, with a spillover effect on the appreciation of the national currency, particularly the Congolese franc. This positive result is achievable thanks to good governance of public debt.

Keywords: Management; Public debt; Economic stability; Monetary stability; RD Congo.

INTRODUCTION

La problématique de la Gestion de la Dette publique s'avère désormais un enjeu majeur des économies du monde entier et plus particulièrement celui des pays en voie de développement Sachant que toutes les économies sont contraintes par un problème des ressources au regard de besoin, cette insuffisance des ressources met les pays dans une situation de besoin de financement. L'Accroissement des dépenses publiques, l'insuffisance intérieure et les ressources réduits de l'assiette fiscale expliquent le recours à l'emprunt (RUHANGAMIZA, 2013). Cette situation traduit un phénomène selon lequel un pays qui n'arrive pas à mobiliser suffisamment des ressources pour sa politique, ouvre une voie à l'emprunt pour combler le déficit budgétaire qui est cet écart entre les ressources et les dépenses de l'État.

La gestion de la dette publique consiste à cet effet à établir la stratégie permettant de mobiliser les financements dont l'État a besoin et de poursuivre ses objectifs de coût et de risque, ainsi que tous les autres objectifs qu'il peut avoir assignés à la gestion de sa dette, comme le développement et le maintien d'un marché des titres publics performant et liquide (Fonds monétaire international; Banque mondiale, 2002).

Dans le contexte macroéconomique plus large de la politique nationale, les États doivent veiller à ce que le niveau que le rythme de croissance de la dette publique soient fondamentalement tolérables, et que son service puisse être assuré dans des situations très variables tout en respectant les objectifs de coût et de risque. Les gestionnaires de la dette publique partagent le souci des experts budgétaires ou monétaires de maintenir l'endettement du secteur public sur une trajectoire viable et de mettre en place une stratégie crédible pour réduire le niveau de l'endettement s'il est excessif. Il importe que les gestionnaires de la dette fassent comprendre aux autorités budgétaires l'incidence que les besoins de financement et le niveau de la dette de l'État ont sur le coût du crédit (Fonds monétaire international; Banque mondiale, 2002).

Ainsi, la dette publique se veut désormais sans doute un agrégat majeur de la politique économique et majoritairement pour plusieurs pays car le contexte économique a été marqué par un endettement pour beaucoup de pays en voie de développement (GAIDAM, 2016).

L'un des arguments en faveur de cette solution est que l'impact de la dette sur le budget de l'État reflète le mieux son coût et que les flux de trésorerie sont un moyen naturel de chiffrer cet impact : quelques pays commencent à modéliser ensemble le service de la dette et les variables macroéconomiques de façon à calculer directement les coûts et les risques de la dette par rapport aux recettes et aux autres dépenses de l'État, c'est-à-dire à modéliser en

même temps les avoirs et les engagements de l'État. Un certain nombre d'autres pays ont utilisé de façon plus limitée cette gestion bilancielle en analysant ensemble les risques des actifs financiers (comme les réserves de change) et des dettes de l'État afin de déterminer la structure à leur donner (Fonds monétaire international; Banque mondiale, 2002).

En RDC, La croissance est estimée à 8,9 % en 2022, avec une inflation plus élevée que prévu car les dépenses publiques rapides ont accéléré la dépréciation du taux de change. Le déficit budgétaire devrait diminuer en 2023, ce qui aidera la politique monétaire à freiner l'inflation. La baisse des recettes et l'augmentation des dépenses exceptionnelles justifient un contrôle des dépenses et une redéfinition des priorités, tout en poursuivant les efforts de mobilisation des recettes. L'amélioration de l'efficacité des dépenses, des contrôles plus stricts sur les dépenses dans le cadre des procédures d'urgence et une meilleure gestion de la trésorerie permettront d'améliorer l'exécution du budget et de dégager une marge de manœuvre pour les dépenses sociales et de développement indispensables. Des progrès dans les réformes structurelles budgétaires, notamment celles liées à la fonction publique, à la subvention des carburants, la chaîne des dépenses et au fonctionnement du Trésor, la gestion des investissements publics et la crédibilité du budget, sont nécessaires pour améliorer l'efficacité des dépenses et la gouvernance (Fonds monétaire international, 2023).

Par un constat documentaire, se fiant aux chiffres de la Direction de la Gestion de la Dette publique et de la Banque Centrale du Congo, la dette publique en RD Congo jouit d'un moyen de financement important pour combler les déficits budgétaires et cela sans une projection de tous les effets qui pourront être jugé d'entraînement sur l'économie ; cela se constate par une évolution rapide de la dette publique tant intérieure qu'extérieure et par ce même constat une tendance persistante de l'évolution à la hausse du taux d'inflation et voir de la dépréciation de la monnaie congolaise.

Un pluralisme d'approches et de théories a été mobilisé pour mieux appréhender le sujet dans sa globalité et répondre à la problématique centrale : ***Dans quelle mesure la dette publique impact-elle la stabilité monétaire en RDC ? Quel est-elle la nature de cet impact ?***

A l'issus de nos analyses, ce papier fournira une connaissance directrice sur la stabilité monétaire en RDC dans une perspective de la gestion de la dette publique. Il permettra de ressortir un ensemble des solutions qui permettrait d'absorber le problème de l'instabilité monétaire générer par une mauvaise gestion de la dette publiques en contribuant à une sécurité monétaire, permettant ainsi la conservation du panier de la ménagère de par le maintien du pouvoir d'achat. Au finish, Cette recherche fournira des informations précieuses

aux décideurs politiques et économiques congolais, pour les aider à prendre des décisions éclairées en matière de la gestion de dette publique avec ce qui aurait comme conséquence sur la stabilité de la monnaie congolaise.

Ainsi, pour aboutir aux résultats escomptés, ce papier sera circonscrit de la manière suivante : Le premier point sera consacré à la revue de la littérature qui fournira une base de connaissances théorique et empirique importante relative à la gestion de la dette publique, le deuxième sera dédié aux données et à la méthodologie de la recherche pour arriver à dégager l'impact de la dette publique sur la stabilité monétaire en RDC, le troisième portera sur les résultats du test de l'estimation économétrique et enfin le quatrième sur l'interprétation, implication économique et discussion des résultats.

1. REVUE DE LA LITTERATURE SUR LA RELATION ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA STABILITE MONETAIRE

1.1. Cadre théorique sur l'orientation de la dette publique et la stabilité monétaire en RDC

Parlant de la RDC, La dette extérieure trouve son origine durant les années de dictature de Mobutu en période de guerre froide. Plaque tournante de la CIA, le Zaïre de Mobutu a bénéficié d'une aide extérieure de plusieurs centaines de millions de dollars annuels de la part de ses parrains occidentaux. Ces derniers ont laissé se développer un système de corruption et de détournements de fonds, ainsi que le financement « d'éléphants blancs » à commencer par le barrage d'Inga (Zacharie, 2013). Cette situation traduit un phénomène qui apporta des déséquilibres tant financiers que monétaire au sein de l'économie congolaise vers les années 1967.

Ainsi, dans le cadre actuel, La dette publique de la RD Congo est passée de 12,72% du PIB à fin 2020 à 14,28% à fin 2021. En nominal, au 31 décembre 2021, le stock de la dette publique est évalué à USD 7.385,02 millions, dont USD 2.517,04 millions de dette intérieure et USD 4.867,98 millions de dette extérieure, soit respectivement 34,08% et 65,92%. Par rapport à l'encours de USD 6.194,92 millions à fin 2020, il s'observe donc une hausse de l'ordre de USD 1.190,10 millions résultant aussi bien d'importants tirages effectués en 2021, notamment par le FMI dans le cadre de la FEC et la Banque Mondiale que de l'émission des Bons du Trésor et de la certification des arriérés budgétaire (Ministère des finances, mars 2022).

L'accélération des dépenses publiques sur la dernière partie de l'année a entraîné une accumulation de réserves excédentaires équivalentes à 23% des dépôts en franc congolais à fin 2022 et une demande accrue de dollars. Les dépôts de l'État à la BCC sont passés de 4 000

milliards CDF (3% du PIB) en mai 2022 à 1 200 milliards (1 % du PIB) en janvier 2023, dont une baisse de 1 000 milliards CDF pour le seul mois de décembre. En conséquence, la base monétaire a augmenté de 38% en 2022. L'émission de bons de la BCC n'a pas été suffisante pour contrer l'augmentation des réserves excédentaires des banques commerciales, qui ont atteint 1 300 milliards CDF en février 2023 (18% du total des actifs des banques en monnaie nationale) avant de baisser en-deçà de 400 milliards CDF à fin mai.

Ainsi, il est à noter que la situation monétaire montre que le franc congolais s'est déprécié de 5% sur le marché parallèle entre juin et décembre 2022 et l'inflation a atteint 13,1% en glissement annuel fin 2022. Le taux de change effectif nominal et le taux de change effectif réel se sont dépréciés de 6,2 et 12,4%, respectivement, en 2022. Une forte augmentation des dépenses publiques en franc congolais à fin 2022 a contribué aux pressions sur le marché de change et l'inflation. Après l'inflation importée subie durant la première partie de 2022, la dépréciation du franc congolais induite par les fortes dépenses publiques de fin d'année a contribué à l'accélération de l'inflation qui s'établit à 16,6 % en glissement annuel en mai 2023, malgré deux hausses du taux directeur de 75 points de base en novembre 2022 et mars 2023. L'écart entre les cours indicatif et parallèle a atteint 14% à fin mars 2023. La BCC a vendu 100 millions de dollars au premier trimestre 2023 (Fonds monétaire international, 2023).

1.2. DISCUSSION EMPIRIQUE

L'endettement public dans la théorie macroéconomique se pose au terme des effets de la dette de l'Etat sur l'économie réel en général (MBUYI, 2008). La gestion de la dette publique dans ce sens est un équilibre complexe entre financement, risque et transparence pour assurer la stabilité financière du pays, c'est une manière dont un pays gère sa dette.

De cet effet, la dette publique peut être source de la stabilité et voire de l'instabilité monétaire des économies. Cette pensée est départagée par des travaux des plusieurs auteurs qui ont établis une liaison de causalité entre la dette publique, le taux de change et le taux d'inflation. Nous pouvons voir l'étude de [muyololo & morisho \(2021\)](#) qui relève que les recettes exceptionnelles, étant une composante des recettes

Publiques, influent positivement et significativement l'inflation tant à long terme qu'à court terme, et cela s'explique par le fait que ces dépenses viennent accroître les capacités productives de l'économie de par l'investissement. Par contre l'article de [kasarade & sumata \(2022\)](#) démontre que la politique budgétaire en RDC a contribué à l'accroissement de la dette publique, la conduite de la politique budgétaire n'a pas contribué à la réalisation des

performances macroéconomique en RDC depuis 1960 jusqu'à nos jours. Au-delà de ses deux réflexions importantes, il existe d'autres recherche ayant fournis une compréhension détaillée des enjeux de la dette publique sur la santé de l'économie congolaise. Nous citons l'article de [MURHULA \(2020\)](#) qui revele que la décomposition de l'inflation montre que le choc réel explique considérablement la volatilité de la RDC et cela principalement par le déficit budgétaire et la faiblesse de la production intérieure. Cet article à tenter à expliquer que l'inflation en RDC dérive d'une gestion non efficace de budget et du fait d'une production intérieure insuffisante capable de soutenir l'économie intérieure. Une autre étude est celui de [Zacharie \(2013\)](#) qui fait preuve que les défis de la reconstruction économique et sociale du Congo sont multiples : il s'agit à la fois de développer des capacités productives et de garantir aux populations des « dividendes sociaux » de la démocratie, le tout sans enclencher un nouveau cycle d'endettement insoutenable. La reconstruction économique et sociale du Congo dépend de la capacité du gouvernement à promouvoir les investissements productifs et à mobiliser des moyens budgétaires suffisants pour répartir équitablement les richesses. Et l'une de recherche du cadre générale de notre thématique est celle de [MOMEKA \(2013\)](#), qui a fait montre que L'investissement publique influence positivement l'investissement privé et vice versa, d'où le caractère complémentaire, le stock de la dette publiques et garanti par l'État et influence positivement l'investissement public et exerce en même temps une influence négative sur l'investissement privé. Il y a lieu d'entreprendre des politiques à l'allègement de la dette publique avec comme avantage d'absorber totalement et définitivement le fardeau de cette dette qui peut dissuader les investissements publics.

Au regard de la littérature, notre étude se démarque et contribue à cette dernière par l'approche fine qu'elle embrasse celle de répondre d'une manière détaillée et holistique à l'usage des outils économétriques de l'influence de la dette publique sur le taux de change et sur le taux d'inflation en rendant compte de la situation actuelle de la dette publique de la RDC, et en chiffrant l'influence de la gestion de la dette publique sur les indicateurs macroéconomiques de la stabilité monétaire (taux de change et taux d'inflation).

2. Données et méthodologie

2.1. Données

Dans le but de comprendre ce phénomène d'une manière globale, il nous est indispensable de remonter la filière des données sur la dette d'une manière représentative pour arriver à tirer des conclusions plus fines. Ce résultat nous permettra donc de prédire le phénomène sous étude celui lié à la stabilité monétaire en RDC, avec comme l'enjeu majeur la dette publique.

La base des données utilisée dans ce travail est reprise au tableau N° en annexe, elle a été constituée à partir des données annuelles de la banque centrale du Congo et de la direction de la gestion de la dette publique (DGDP) relativement pour chaque année prise en compte pour la vérification empirique de notre recherche, ces données s'étendent sur une période allant de 2005 à 2022. Il nous revient de souligner également que ces données ont été déflatées pour déduire la part imputable à l'inflation à chaque grandeur économique, cela nous a permis de voir la variation réels nos données.

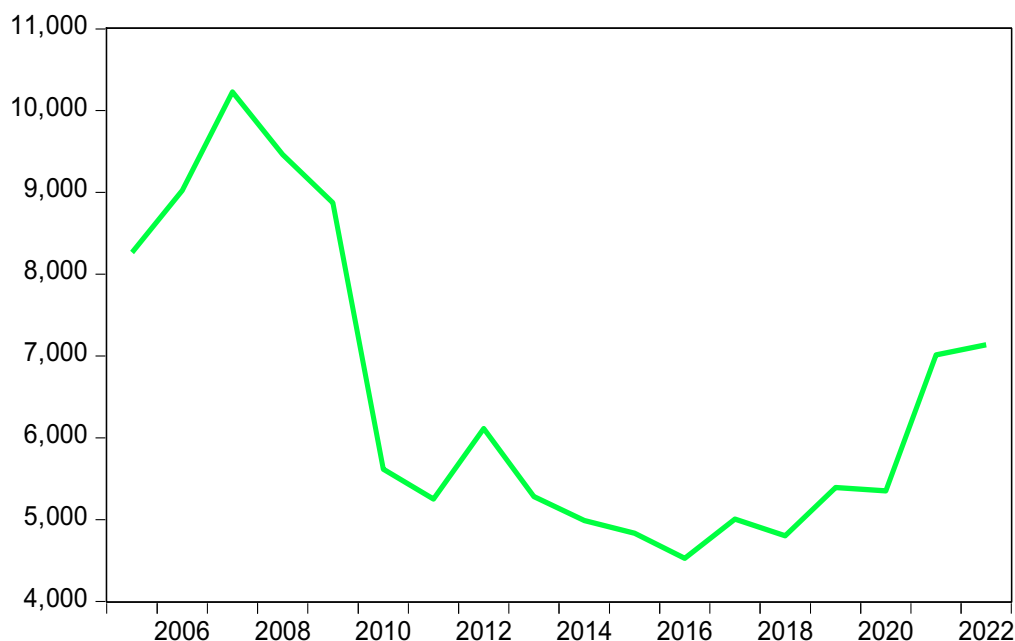
Ainsi, Les variables retenues sont les suivantes :

- La dette publique
- Le taux d'inflation
- Le taux de change

2.1.1. Analyse exploratoire des données

Avant d'évaluer l'impact de la dette publique sur la stabilité monétaire en RDC au regard de ses indicateurs notamment sur le taux de change, et le taux d'inflation. Nous allons porter une attention particulière sur l'évolution de l'endettement de l'économie congolaise au regard de la dette publique, et pour la stabilité monétaire en RDC, afin d'avoir une lumière sur la dimension ascendantes de ces données.

Figure 1 : Evolution de la dette publique en RDC

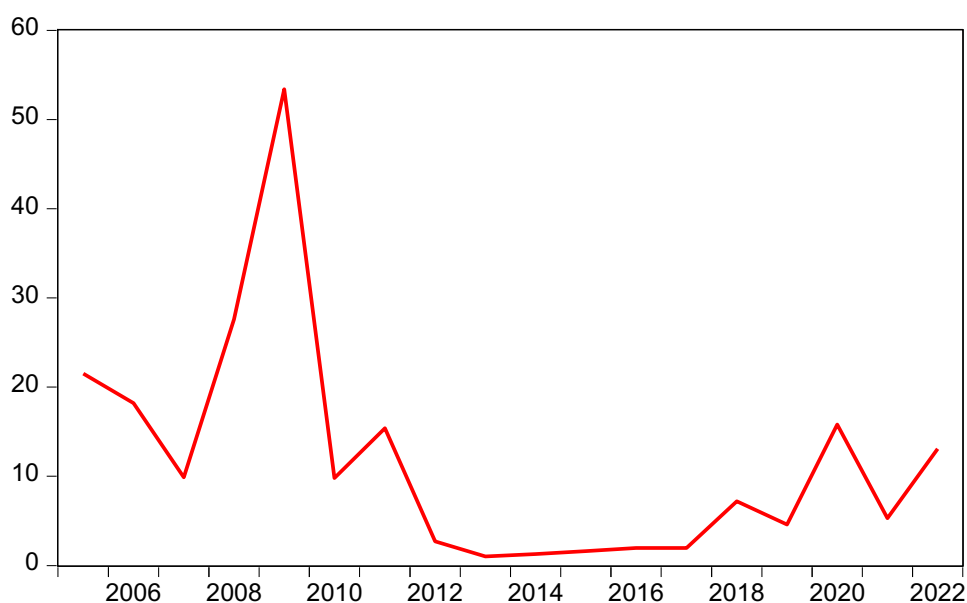


Note : la dette publique est exprimée en millions des dollars au regard des données publiées par la DGDP récoltées dans le bulletin statistique sur la gestion de la dette publique, cette

dette comprend en son sein la dette publique intérieure et la dette publique extérieure toutes libellées en dollars américains.

La dette publique total de l'économie congolaise évolue au regard des déficits budgétaires de la RDC ainsi que de la politique monétaire. Ainsi, cette figure met en lumière d'abord la période de 2005, dont le stock de la dette publique représentait une proportion moyenne de 212,9% du PIB. Ces proportions déraisonnables de la dette seraient tributaires au fait que le gouvernement empruntait massivement auprès des bailleurs de fonds étrangers pour financer la guerre, l'effort à la guerre a été une raison majeure explicative de l'évolution de la dette publique dans cette période. C'est à partir des années 2007, 2008 qu'il se remarque une dimension de la dette tolérable avec une influence modérée sur les agrégats macroéconomiques.

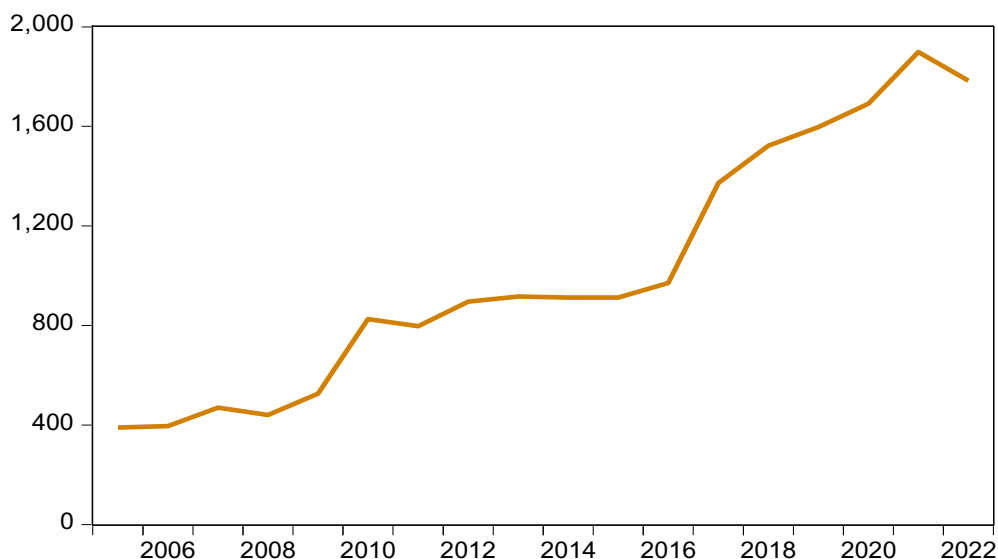
Figure 2 : Évolution du taux d'inflation en RDC



Note : le taux d'inflation sont relevés en pourcentage selon les données récoltées dans le rapport de la BCC respectivement pour chaque année prise en compte.

Le taux d'inflation de la RDC, évolue d'une manière incertaine au regard de la figure relevée ci-haut, cela est dû aux réalités économiques de l'économie congolaise, son caractère de dépendance qui la rend fragile faces aux chocs extérieurs assurant ainsi des déséquilibres économiques notamment l'inflation. Une évolution positive du taux de change assure un effet d'entraînement sur plusieurs variables touchant la question liée à la monnaie, notamment la dépréciation de la monnaie congolaise induisant ainsi la diminution du pouvoir d'achat.

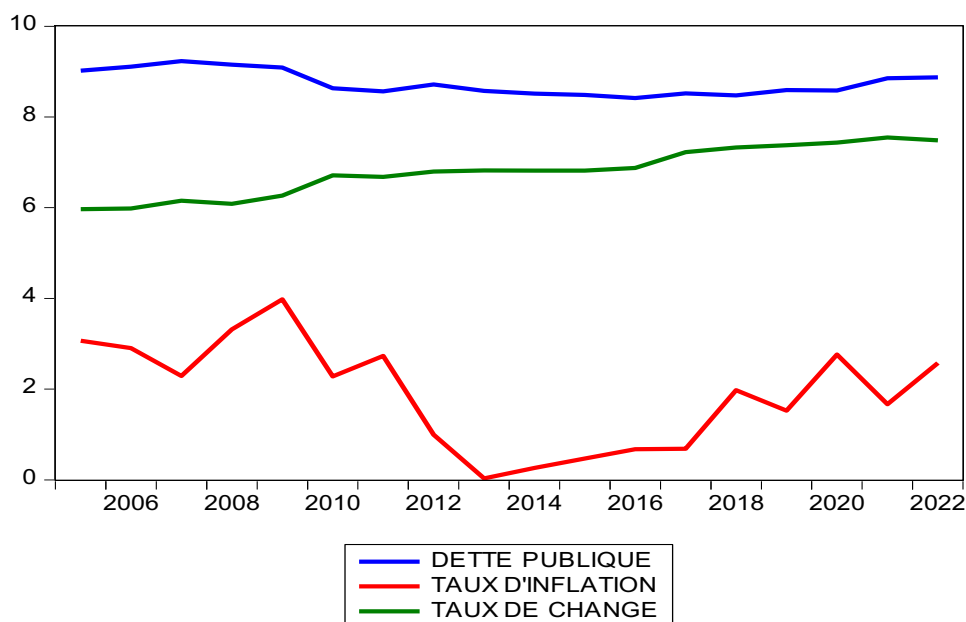
Figure 3 : Évolution du taux de change en RDC



Note : le taux de change repris dans cette figure est exprimé à l'incertain, dont l'unité en dollars américain et la cote en francs congolais, selon les données de la BCC.

La figure ci haute montre une évolution du taux d'inflation qui relève une tendance haussière du taux depuis l'année 2005 jusqu'en 2022. Cet effet est relatif à la dépréciation de la monnaie congolaise face à la devise de référence et dans le cas de la République Démocratique du Congo le dollar américain, Les déséquilibres sur le marché des changes ont coïncidé avec les pressions à la dépréciation du franc congolais. Ainsi il est a noté que cet indicateur de la stabilité monétaire traduit une évolution à la hausse des niveaux général de prix des biens importés.

Figure 4 : Évolution de la dette publique, du taux d'inflation et du taux de change



La figure en illustration démontre une évolution croisée des variables prises en comptes pour le traitement de notre thématique. Il s'agit notamment du taux d'inflation, le taux de change et la dette publique, elle relève que, l'économie congolaise à une dette publique qui se situe au-dessus de réserve de change avec une pression de son accroissement, le taux de change se remarque évoluer à la hausse traduisant ainsi une dépréciation de la monnaie congolaise (francs congolais). Cette situation macroéconomique fait montre d'une inflation qui ne cesse de prendre son ampleur au vu des années.

2.2. Méthodologie

Cette étude utilise une approche quantitative, elle fait recours à l'analyse économétrique pour établir la corrélation une à une de la dette publique avec les indicateurs de la stabilité monétaire (taux d'inflation et taux de change). Le résultat de notre recherche se définissent par la détermination du coefficient de corrélation, le coefficient de détermination, le test de t de Student et le test de FISHER.

Pour y parvenir nous allons faire la régression linéaire simple qui consiste dans notre cas à expliquer la stabilité monétaire en fonction de la dette publique. C'est dans ce sens que nous avons construit nos modèles économétriques qui nous permettront d'estimer les paramètres et de déboucher aux résultats escomptés.

Ainsi, nous sommes partis de la fonction économique de notre thématique en étude (problème économique). Toute chose restant égal par ailleurs, la stabilité monétaire est fonction de la dette publique.

Voici notre modélisation économique :

$$\text{Stabilité monétaire} = f(\text{dettes publiques}) \quad (1)$$

Notre modèle économétrique général est le suivant :

$$\text{Stabilité monétaire} = B_0 + B_1 * \text{gestion de la dette publique} + \varepsilon \quad (2)$$

Sachant que la stabilité monétaire est une dimension composite, nous avons ressortir deux modèles économétrique au regard ses indicateurs :

1. Taux d'inflation = $B_0 + B_1 * \text{la dette publique} + \varepsilon$ (3)

2. Taux de change = $B_0 + B_1 * \text{la dette publique} + \varepsilon$ (4)

Pour nos deux modèles respectifs, le taux d'inflation et le taux de change sont définis par la variable indépendante qui est la dette publique, β_0 est la constante de notre modèle, Il

Contient les variables mesurées et non intégrées dans le modèle, ceci traduirait le niveau de taux d'inflation et du taux de change quand la dette publique égale zéro, la dette publique constitue la variable indépendante ou exogène, $\beta_1 = C$ est la variation marginale de la variable endogène Y lorsque la variable exogène X augmente d'une unité supplémentaire, dans notre cas, β_1 est la variation marginal du taux d'inflation et du taux de change, lorsque la dette publique augmente et ε la composante aléatoire qui relève qu'il existerait certaines variables qui peuvent définir nos variables dépendantes, l'Erreur aléatoire prend les variables non mesurées et non intégrées dans le modèle.

3. RESULTATS DES TEST ET ESTIMATION ECONOMETRIQUE

3.1. Estimations des paramètres et détermination du coefficient de détermination entre la dette publique et le taux d'inflation

Dépendent Variable : TAUX_D_INFLATION

Method : Least Squares

Date : 08/20/24 Time : 22:33

Sample (adjusted) : 2005 2022

Included observations : 18 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-24.38945	6.794010	-3.589845	0.0025
DETTE_PUBLIQUE	3.006054	0.776532	3.871128	0.0014
R-squared	0.483632	Mean dependent var		1.899226
Adjusted R-squared	0.451359	S.D. dependent var		1.166101
S.E. of regression	0.863735	Akaike info criterion		2.649337
Sum squared resid	11.93661	Schwarz criterion		2.748268
Log likelihood	-21.84404	Hannan-Quinn criter.		2.662979
F-statistic	14.98563	Durbin-Watson stat		1.524119
Prob(F-statistic)	0.001354			

Source : Auteur, Eviews 9.

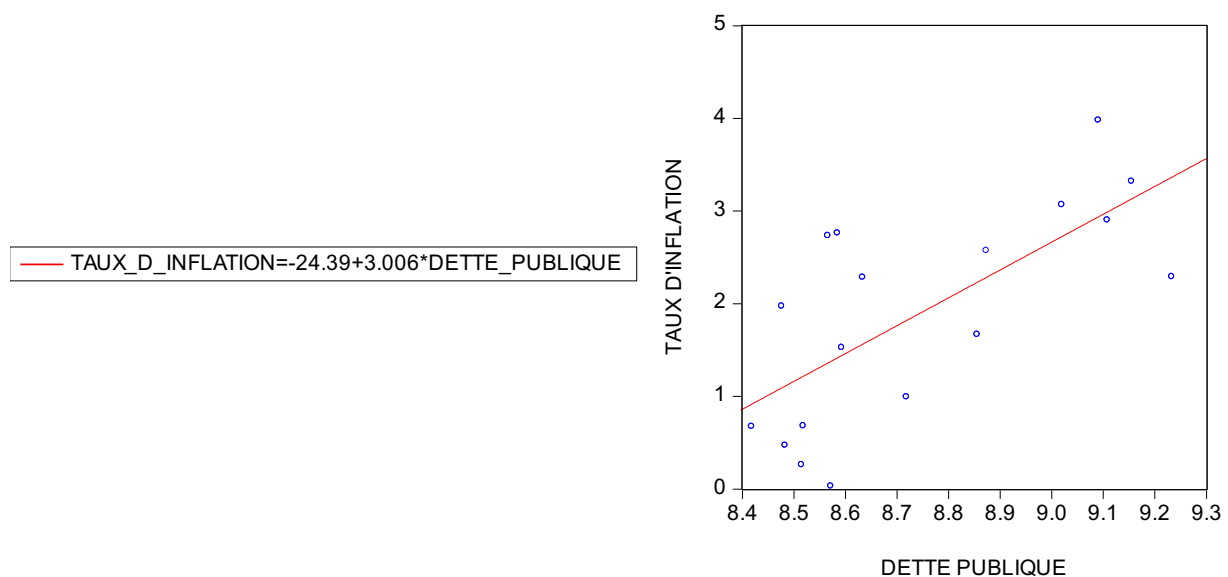
Le résultat de notre estimation du modèle à la lumière du tableau de traitement des données montre un coefficient de détermination R^2 de 0.483632, ceci indique que 48.4% des

fluctuations de taux d'inflation est expliqué par la variation de notre modèle. La constante de notre premier modèle est de -24.38, ceci signifie que, toute chose restant égale par ailleurs quand la dette publique est égale à zéro, il s'observe une déflation au sein de l'économie congolaise de 24.3% ; le coefficient de la dette publique est de 3.006, Il montre la variation marginale de l'inflation lorsque la dette publique augmente d'une unité et cette variation étant positive, elle l'augmente le taux d'inflation, ceci voudrait dire que l'accès à la dette publique au sein de l'économie tend à provoquer une inflation.

Au regard de la valeur calculée de t de student du modèle sur le taux d'inflation, étant de 3.87092, La corrélation est statistiquement significative entre la dette publique et la stabilité monétaire en RDC.

$F_{th}(1, 18-2) = (1,18)$ en utilisant le tableau de FISCHER, nous avons $F_t=4.49$. Et le comparant avec le t théorique se situant à 14.98563 ; il se vérifie que ce modèle est globalement significatif car F Calculé est supérieure à F théorique.

Figure 5 : corrélation entre la dette publique et le taux d'inflation



Source : Auteur, Eviews 9.

Notre figure met en relation le taux d'inflation et la dette publique, elle reflète des nuages de points qui se rapproche de la droite du trend qui se remarque ascendante, ceci, voudrait mettre en lumière qu'il existe une corrélation positive entre nos deux variables de notre modèle, le taux d'inflation et la dette publique.

3.2. Estimations des paramètres et la détermination du coefficient de détermination entre la dette publique et le taux de change

Dependent Variable: TAUX_DE_CHANGE

Method: Least Squares

Date: 08/20/24 Time: 22:45

Sample (adjusted): 2005 2022

Included observations: 18 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	17.97751	3.296508	5.453501	0.0001
DETTE_PUBLIQUE	-1.278309	0.376779	-3.392724	0.0037
R-squared	0.418405	Mean dependent var		6.798391
Adjusted R-squared	0.382056	S.D. dependent var		0.533131
S.E. of regression	0.419091	Akaike info criterion		1.202982
Sum squared resid	2.810197	Schwarz criterion		1.301912
Log likelihood	-8.826839	Hannan-Quinn criter.		1.216623
F-statistic	11.51058	Durbin-Watson stat		0.289281
Prob(F-statistic)	0.003717			

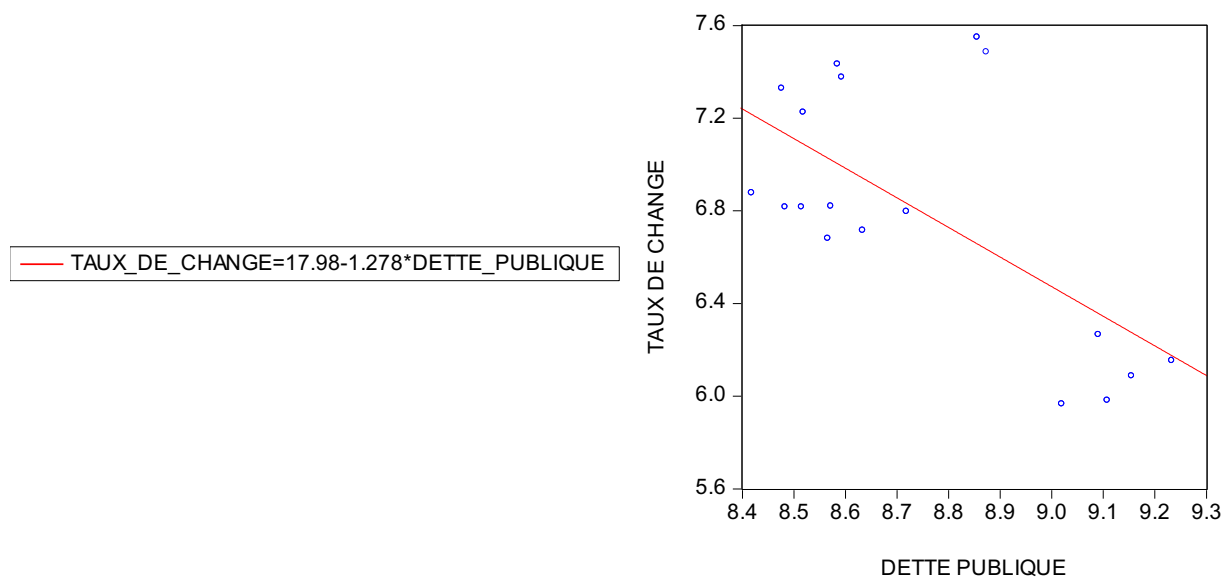
Source : nous même sur base d'views 9.

Le coefficient de détermination ajusté R^2 pour ce modèle, est de 0.418405 soit de 41.8%, c'est qui veut dire que les fluctuations de taux de change sont expliquées à 41.8 % par la variation de notre modèle. La constante du modèle est de 17.977, il veut traduire le niveau du taux de change qui ne prend pas en compte la dette publique, ceci voudrait dire que le taux de change se situe à ce niveau si la dette publique égal à zéro ; le coefficient de la dette publique est de -1.278309 il montre la variation marginale du taux de change lorsque la dette publique augmente d'une unité.

Au regard de la valeur calculée de t de student du modèle sur le taux d'inflation, il s'observe une corrélation est statistiquement significative entre la dette publique et la stabilité monétaire en RDC.

$F_{th}(1, 18-2) = (1,18)$ en utilisant le tableau de FISCHER, nous avons $F_t=4.49$. Et le comparant avec le t théorique se situant à 11.51 ; il se vérifie que ce modèle est globalement significatif car F Calculé est supérieure à F théorique.

Figure 6 : corrélation entre la dette publique et le taux de change



Source : Auteur, Eviews 9.

Cette figure traduit une relation entre le taux de change et la dette publique, il révèle une tendance générale descendante du taux de change et dont les nuages des points sont à une distance approximativement faible du trend, c'est qui montre une corrélation négative entres la dette publique et le taux de change.

3.3. Détermination du coefficient de corrélation

Le coefficient de corrélation est un déterminant de BRAVAIS PEARSON compris entre 0 et 1. C'est la moyenne de deux variables centré réduite et qui nous montre le lien d'explication entre x et y. cela nous permet de mesurer ou de quantifier le degré de liaison entre x et y.

Si $r=0$; alors il n'y a pas de corrélation entre x et y. les points x_i et y_i sont dispersés au hasard. Ils sont donc indépendants.

Si $-1 < r < 1$: Alors, il y a une corrélation négative faible, moyenne ou forte entre x et y. dans ce cas une augmentation de x entraine une augmentation de y.

Tableau N°1 : Corrélation entre la dette publique et le taux d'inflation

	DETTE_PUBLIQUE	TAUX_D_INFLATION
DETTE_PUBLIQUE	1	0.6954362887801421
TAUX_D_INFLATION	0.6954362887801421	1

Source : auteur, Eviews 9.

Notre coefficient de corrélation pour notre premier modèle est de 0.695 c'est qui indique une corrélation positive entre la dette publique et le taux d'inflation en RDC, ce résultat relève que

les variables évoluent dans le même sens, c'est-à-dire que si la dette publique évolue à la hausse, elle a des répercussions néfastes sur la stabilité du niveau général des prix dans une proportion de 69.5%.

Tableau 2 : Corrélation entre la dette publique et le taux de change

	DETTE_PUBLIQUE	TAUX_DE_CHANGE
DETTE_PUBLIQUE	1	-0.6468427015127954
TAUX_DE_CHANGE	-0.6468427015127954	1

Source : auteur, Eviews 9.

Pour notre deuxième modèle, il est à noter que les résultats démontrent un coefficient de corrélation de -0.6468 c'est qui indique une corrélation négative entre la dette publique et le taux de change en RDC, ce résultat relève que les variables évoluent dans le sens inverse dans une proportion de 64.7%, Ceci met en lumière que, quand la dette publique évolue, elle induit une influence baissière du taux de change à 64.68%. Ce résultat voudrait relever que toute endettement de la RDC a des conséquences positives sur le taux de change qui se voit apprécier ; et dont une appréciation de la monnaie congolaise face aux dollars américain.

4. Interprétation, implication économique et discussion

Les effets indésirables d'une dette peuvent se mesurer à l'aide de leurs impacts sur la croissance et sur l'efficacité des politiques macroéconomiques. Le surendettement et l'érosion de la confiance envers l'efficacité des politiques du pays sont ces deux facteurs qui sont responsables de ces effets. Le surendettement et l'érosion de la confiance envers l'efficacité des politiques du pays sont ces deux facteurs qui sont responsables de ces effets Nalph (2012). Après traitement de nos données, le résultat de notre étude montre que la dette publique a un impact sur la stabilité monétaire en RDC et celui-ci a une proportion faible selon les coefficients des corrélations entre la dette publique et nos deux indicateurs ciblés de la stabilité monétaire, le taux d'inflation et le taux de change.

Ainsi, le premier modèle met en relation la dette publique et le taux d'inflation, il relève que toute chose restant égal par ailleurs la dette publique impact négativement la stabilité du niveau général des prix, c'est qui est une mauvaise chose pour l'économie congolaise.

Ce résultat établit une relation entre ces deux grandeurs économiques, économiquement parlant le taux d'inflation est induit par une mauvaise gestion de la dette publique à 69%, Pour ce modèle la constante est négative et traduit que sans une accession à la dette publique, la RDC connaîtra une déflation de 24.39%, le coefficient de la dette publique est positif de 1.278, il relève qu'à chaque endettement d'une unité de la dette publique, le taux d'inflation

variera à la hausse de 1.27%. Ceci ne cesse de montrer que chaque augmentation de la dette publique provoquerait des pressions inflationnistes au sein de l'économie congolaise. ce résultat est appuyé par celui de MUYOLOLO & al (politique budgétaire et inflation en RDC de 1999 à 2018 : modèle à correction d'erreur, 2021) qui ont traité sur la politique budgétaire et inflation en RDC de 1999 à 2018 : modèle à correction d'erreur. Et dont les résultats de leur recherche montrent que la dette publique, les recettes exceptionnelles, une composante des recettes publique influence positivement et significativement l'inflation.

Notre deuxième modèle a mesuré l'impact de la dette publique sur le taux de change et le résultat montre que la dette publique impact positivement le taux de change à une proportion de 64.68%. Sachant que notre taux de change est coté à l'incertain dont l'unité en devise étrangère et la cote en francs congolais, toute évolution à la baisse du taux de change traduit une appréciation de la monnaie congolaise, ainsi le coefficient de la dette publique pour ce modèle est de -1.278, un coefficient négatif qui met en lumière que l'accès à une unité d'endettement permet d'apprécier le taux de change à 1.278.

Il nous revient de dire la RDC doit miser sur ce modèle. La dette publique congolaise influence négativement le problème monétaire en RDC dans une certaine mesure et dans une autre elle contribue à assurer la stabilité, car elle met en rouge et en vert les indicateurs de la stabilité monétaire et dans le cas chiffrés le taux de change et le taux d'inflation.

au regard de nos résultats, la dette publique a un impact sur la stabilité monétaire en RDC et cette affirmation est reprise par la troisième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit, demande de modification de critères de réalisation et revue des assurances de financement (Fonds monétaire international, 2023). Qui décrit qu'en RDC, on observe d'importantes divergences entre les prévisions de la loi de finances et l'exécution du budget. Lorsque l'on examine la formulation des budgets antérieurs et l'exécution du budget sur la période 2010-2021 des divergences apparaissent en termes de recettes et de dépenses. La loi de finances repose sur un cadre macroéconomique dont la couverture est insuffisante malgré des améliorations notables ces dernières années. Les projections sont partielles (essentiellement le PIB, le taux de croissance et le déflateur, l'inflation et le taux de change), ne sont parfois pas à jour dans une économie très exposée aux chocs sur les termes de l'échange, offrent une couverture limitée du commerce extérieur et ne comprennent pas de prévisions sur les comptes nationaux du côté de la demande. Les projections de recettes par les administrations fiscales souffrent de nombreuses lacunes méthodologiques : elles reposent sur des agrégats généraux qui tendent à accumuler des marges d'erreur, les recettes

exceptionnelles sont mal prises en compte et souvent exclues de la base des projections, et la capacité à faire des projections des recettes.

CONCLUSION

Ce papier a mis en valeur la problématique de la gestion de la dette publique et la stabilité monétaire en RDC sur une période allant de 2005 à 2022, il a été question d'évaluer l'impact de la dette publique sur le taux d'inflation et le taux de change. La Gestion de la dette publique se remarque un enjeu qui joue sur la stabilité monétaire des pays en voie de développement et concrètement le cas examiner de la RDC, car elle permet de faire face à des déséquilibres économiques, à l'instar de l'inflation pouvant être due à des effets d'entraînement par une mauvaise gestion de la dette publique, car du point de vue friendmanien tout inflation est d'origine monétaire. Ainsi il est a noté que les indicateurs de la stabilité monétaire sont multiples mais au regard de ce papier, nous nous sommes limités à examiner uniquement le taux de change et le taux de d'inflation.

Le résultat de cette étude ressort que la gestion de la dette publique affecte les grandeurs de la stabilité monétaire en RDC notamment le taux d'inflation et le taux de change, tout chose restant égal par ailleurs tout accroissement de la dette publique induit un certain niveau d'inflation par contre il a induit une appréciation du taux de change. Sur ce ; Notre étude est une lumière contributive aux gestionnaires des finances publiques plus particulièrement aux gestionnaire de la dette publique, ainsi qu'aux autorités de la banque centrale intégrer dans la question monétaire du pays, c'est ainsi, qu'au regard des données que nous avons récoltées auprès des institutions y afférentes notamment le ministère des finances et la BCC, nous avons saisi la question liée à la dette publique et la stabilité monétaire en RDC, c'est ainsi que nous recommandons aux autorités politique et économique de veiller sur la manipulation de la de la dette publique dans une dimension que ce dernier influence positivement l'économie congolaise, ceci voudrait dire que tout endettement public doit traduite une implication positive sur les indicateurs de la stabilité monétaire. C'est-à-dire que la dette publique doit traduire une diminution du taux de change, une diminution du taux d'inflation et voire une augmentation des réserves internationales.

Il est donc préférable dans l'optique de la gestion de la dette publique de veiller à un certain seuil de l'endettement pour promouvoir la stabilité des grandeurs monétaire et économique car l'endettement peut promouvoir la stabilité du niveau général des prix malheureusement que cela ne se vérifie pas sur l'économie congolaise vu que cet indicateur est majoritairement influencé par le commerce international en terme de l'inflation importer, une appréciation du

taux de change etc. Ainsi il est donc évident de dire que la dette publique est un levier majeur qui peut contribuer à l'efficacité des politiques macroéconomiques mais il est aussi certain de relever qu'elle peut assurer facilement la stabilité monétaire en RDC.

ANNEXES

Tableau N°3 : Jeu de données

ANNEES	DETTE PUBLIQUE EN MILLIONS DES USD	TAUX D'INFLATION	TAUX DE CHANGE
2005	10042,19	21,5	473,78
2006	10667,93	18,2	468,05
2007	11243,09	9,9	516,68
2008	12075,07	27,6	561,12
2009	13610,22	53,4	806,45
2010	6165,97	9,8	905,9
2011	6058,93	15,4	919,4
2012	6278,25	2,7	919,4
2013	5335,63	1,03	925,4
2014	5054,58	1,3	924,51
2015	4911,73	1,6	927,3
2016	4615,86	1,96	989
2017	5105,08	1,98	1400
2018	5148,59	7,2	1631,83
2019	5641,44	4,6	1670,42
2020	6194,92	15,8	1957,6
2021	7385,02	5,3	1999,97
2022	8073,142426	13,1	2016,91

SOURCE : Banque Centrale du Congo et la Direction de la Gestion de la Dette Publique.

BIBLIOGRAPHIE

1. Articles des revues

crispin, M., & MORISHO, G. (2021). politique budgétaire et inflation en RDC de 1999 à 2018 : modèle à correction d'erreur. *ann. unigom*.

GAIDAM. (2016). Impact de la dette publique sur l'investissement au niger . niger.

KASARADE, c. M., & SUMATA, C. (2022). Evaluation de la politique budgétaire en RDC.

MURHULA, p. (2020). Tendances de l'inflation sous-jacente en RDC : une modélisation à partir du modèle VAR structurel.

RUHANGAMIZA, I. M. (2013). Impact de la dette publique sur l'investissement : cas de CEPGL. 1-33.

Zacharie, a. (2013). dette et développement : les défis du financement en RDC. *un combat de pleins droits*.

2. Rapports

Fonds monétaire international. (2023). Analyse de la viabilité de la dette et déclaration de l'administration pour la République Démocratique du Congo.

Fonds monétaire international; Banque mondiale. (2002). Directives pour la gestion de la dette publique : document d'accompagnement.

Ministère des finances. (mars 2022). bulletin statistique de la dette publique

3. Autre

MBUYI. (2008). Droit international public. goma: inédit.